

La « question juive », en ALGÉRIE, aujourd'hui (et hier)...

Jean Pierre Lledo

Né en 1947 à Tlemcen, Jean-Pierre Lledo, cinéaste algérien, quitte l'Algérie en 1993, suite à des menaces islamistes, diplômé en mise en scène fiction dans l'Atelier de Mikhaïl Romm, au VGIK, Institut du Cinéma de Moscou en 1976. Dans les années 80, il réalise en Algérie deux longs métrages de fiction, *L'Empire des rêves*, et *Lumières* et une douzaine de moyens métrages documentaires. A partir de 1994, il réalise de nombreux documentaires, dont 4 longs métrages : *Lisette Vincent, une femme algérienne*, *Un Rêve algérien*, *Algéries, mes fantômes* et *Algérie, histoires à ne pas dire*. Ce dernier film a été interdit par les autorités algériennes en 2007.

Le sujet y est plutôt tabou. Le discours dominant plutôt celui de la dénegation. On n'a rien contre les Juifs, tout contre le sionisme. La preuve ? Les Juifs dans le mouvement indépendantiste. Et si les Juifs sont partis, c'est la conséquence du décret Crémieux, lequel en leur attribuant en 1870 la nationalité française, les a, en les distinguant, séparés de nous, les autres « indigènes ». Les choses sont en réalité, comme on peut s'en douter, plus compliquées, surtout plus ambivalentes.

Il me faut cependant immédiatement préciser que, n'étant pas historien, mon regard sera marqué par ma propre biographie dont il me faut livrer d'emblée quelques éléments. Cinéaste algérien, ayant pris part à tous les mouvements de

contestation, je n'ai quitté mon pays que suite à l'intellectocide islamiste des années 90. Citoyen algérien mais *non-musulman*, ce qui est extrêmement rare, je n'ai obtenu la nationalité algérienne, accordée automatiquement aux seuls musulmans, qu'après d'énormes difficultés. Mon père lui-même engagé dans la lutte pour l'indépendance, en accord avec ses convictions communistes dut la *demander*. D'origine espagnole, il était issu d'une famille intégrée à l'Algérie depuis plus d'un siècle. Quant à ma mère, Attia de son nom, son autochtonie juive remonte à au moins deux millénaires en terre berbère. Son oncle et son cousin, Braham et Moïse Dray, furent des musiciens du très célèbre orchestre andalou de Tlemcen dirigé par Cheïkh Larbi Ben Sari, qui mourut centenaire en 1964.

LES SYMPTOMES

2009 : Gaza

La récente confrontation entre l'Etat Hamas de Gaza et celui d'Israël, a été le prétexte au déferlement d'une nouvelle hystérie anti-juive dans le monde musulman, de la part de gouvernants, d'organisations et de médias qu'ils contrôlent, la démocratie « *cette perversion de l'Occident* » n'étant pas encore une denrée locale. Le journaliste algérien, lui aussi exilé, Mohamed Sifaoui, en donne idée dans son blog, dans un article intitulé « *Al-Qaradhaoui pire que Williamson* », où il signale que ce théologien de l'Islam, considéré aujourd'hui, y compris en Europe, comme une référence et une sommité, puisque membre du « conseil européen de la fatwa », avait émis le souhait que « *les Juifs déjà punis en raison de leur comportement une première fois par les Babyloniens, une seconde fois par les Romains, le soient cette fois des mains des musulmans* ». Quant à l'Algérie, par le passé relativement épargnée par cette épidémie, on pouvait lire dans le quotidien arabophone Echourouk : « *Dieu a révélé dans le Coran que les musulmans finiront par tuer tous les juifs* ». Et l'imam algérien Chamseddine Bourouba rendait publique une fatwa autorisant les musulmans, où qu'ils se trouvent, à « *tuer des juifs, car tout juif est une cible légitime que les musulmans doivent abattre* », cette fatwa étant la troisième circulant en Afrique du Nord et dans la communauté nord-africaine en France et en Europe appelant à tuer des Juifs.

Précisons, qu'en Algérie l'antisémitisme ne se présente à découvert que dans les prêches des mosquées ou dans les journaux arabophones, donc surtout véhiculé par la langue arabe. Dans les journaux francophones, comme dans l'espace politique, la cible n'est en général pas les Juifs, mais le « *sionisme* ». Assez inquiet de l'ampleur du phénomène, j'en appelle à la communauté intellectuelle algérienne *en exil*, sachant que celle qui vit en Algérie n'a pas de liberté de parole sur ce sujet, et force m'est de constater, qu'au nom de la sympathie pour

la cause palestinienne, très peu furent ceux qui osèrent s'en indigner et le récipiendaire du Prix Séligman-2007, pour son récit autobiographique *Voleur de Rêves*, me demanda même pour qui « *je roulais* » !

2009-2008. RAYMOND LEYRIS, ou la métaphore de l'effacement.

Raymond Leyris, un des grands maîtres du malouf, musique andalouse de l'est algérien, est assassiné le 22 juin 1961, ce qui a pour conséquence de précipiter le départ de tous les Juifs d'Algérie, une année avant l'indépendance. Sans doute le but recherché.

Dans mon dernier long-métrage documentaire « *Algérie, histoires à ne pas dire* », quête dans la mémoire actuelle des Algériens des traces de la population non-musulmane, la 3^e partie est consacrée, au travers de la figure du musicien, à *la mémoire juive*. Les trois avant-premières du film sont interdites, à Alger, Constantine et Oran, le 13, 14 et 15 juin 2007. Suite à cela, le personnage principal de cette 3^e partie constantinoise, me demande par huissier de retirer ses images.

Qu'y a-t-il de censurable dans cette partie ? Un ancien moudjahid (combattant) dit que le chanteur « *ne valait même pas la balle qui l'avait tué* ». Le propriétaire du plus vieux hammam « Deggoudj », qui abrite un Saint Juif que les femmes musulmanes continuent d'honorer, où aimait se rendre Raymond, nous explique que les Arabes n'y allaient pas les mêmes jours que les Juifs... « *à cause de leur odeur* ». Mais surtout, on peut constater que sur le mur d'une des artères principales de Constantine où d'immenses portraits dessinés sur du marbre rendent hommage à 5 Maîtres du malouf (andalou de l'est), Raymond Leyris n'y figure pas. Cette séquence est sans doute la métaphore de tout le film : présent dans le cœur des Constantinois (très nombreux dans le film à le célébrer), Raymond Leyris est absent de la mémoire officielle.

Affectueusement appelé par le peuple *Cheikh Raymond*, le chanteur est une figure sur laquelle s'acharne tout particulièrement l'autorité culturelle actuelle, incarnée par la Ministre de la Culture Khalida Toumi. En juillet 2005, elle exige de l'organisateur d'une exposition de plus de plusieurs centaines de photos sur Constantine, réalisée au Palais de la Culture à Alger, siège aussi de son ministère, qu'il en retire *une seule*, celle du chanteur. Et le 4 janvier 2008, elle récidive pour l'inauguration à Alger d'une quinzaine culturelle constantinoise, en priant le metteur en scène d'un spectacle-concert de musique andalouse qui avait prévu de projeter les photos des grands Maîtres, d'en retirer une seule, *celle du chanteur juif*. Pourquoi cette tentative d'effacer la mémoire d'un chanteur que la censure depuis l'indépendance, dans toutes les radios algériennes, n'a pas encore réussi à faire oublier ?

Est-ce à cause de son assassinat, jamais revendiqué par le FLN¹ ? Pourtant ces

dernières années, cet assassinat a été *justifié* dans la presse algérienne *comme une sentence du FLN*, sans la moindre objection officielle, par un avocat *Nassereddine Lezhar* décrivant Raymond comme une sorte de traître, alors qu'en réalité il sympathisait avec l'idée d'une Algérie décolonisée, une première fois en octobre 2005 sur 2 pages d'un grand quotidien national *Le Quotidien d'Oran...* Et plus récemment encore, le 8 janvier 09, comme on le verra un peu plus loin, *comme un fait glorieux de l'ALN* ?...

Cet effacement de Raymond, cloué au pilori depuis peu, sans doute pour mater le besoin de vérité d'une société qui n'en peut mais, n'est-il pas la métaphore d'une tentative d'effacement *total*, de l'ensemble du patrimoine culturel algérien, de la trace juive ?

« *On travaille avec l'Espagne pour la préservation du patrimoine andalou algérien maghrébin contre sa judéisation...* » ? N'est-ce pas en effet cette même Ministre de la Culture, qui dit cela le 10 février 2008 dans une interview au quotidien arabophone *Ech Chourouq* ? Elle qui, pour combattre dans les années 90 « *le fascisme vert* », n'hésite pourtant pas à se rendre en Israël, destination interdite au commun des Algériens... Quoiqu'il en soit, s'atteler à désintriquer ce qui a été si mêlé entre Juifs et Arabes, dans une musique qui n'est pas « *arabo-andalouse* » comme on le dit en Algérie, mais « *arabo-judéo-andalouse* », n'étant pas une affaire très simple, « *on lui souhaite du courage* », comme me l'a dit un ami mélomane musulman ! N'avais-je pas vu moi-même un livre où les chants arabes étaient transcrits phonétiquement... en hébreu ? (De ce livre qu'un vieux musicien juif tlemcénien rencontré par hasard à Toulouse me montra, s'échappa une photo... qui me permit de voir, pour la première fois, le vieil oncle de ma mère, le musicien Braham Dray de l'orchestre de Cheikh Larbi Bensari, habillé tout comme ce dernier, dans le costume traditionnel judéo-arabe de cette époque...)

Le Rabbin Moshe Sebaoun n'avait-il pas réuni au XIX^e siècle plus de 5 000 ouvrages hébraïques³ ? A la même époque le Rabbin Mardochée Aby Serour ne témoignait-il pas de la présence, dans la ville de ses parents et ancêtres, El Hammada (sud marocain), « *des caveaux avec des inscriptions tumulaires qui datent de l'époque du 2^e Temple... Ces caveaux sont très grands et on y voit des tombes de nombreux rabbins. Sur les inscriptions des tombes, il y a des dates remontant à plus de 2000 ans...* ». « *Jusqu'à ce jour encore, les Juifs de cette ville, ont des cantiques, poésies sacrées (pismonim et pioutim) et prières (bakkaschot) où il est question du 1^{er} Temple seulement. Et même des complaints (kinnot) de cette date.* »⁴. N'est-ce pas ce que, d'une autre manière, l'écrivain-anthropologue algérien Mameri confirme, lorsqu'il fait état de l'invocation-leïtmotiv de « *Salamo* » dans ces chants sahariens Ahellil (d'une beauté à couper le souffle, où s'entendent les souf-

frances des exils et de l'esclavage, ils se chantent du coucher au lever du soleil), attestant que l'époque du roi Salomon était connue en tous cas depuis très longtemps⁵ ? D'ailleurs, le Hallel n'est-il pas une prière de « louange à Dieu » fréquemment récitée dans les rituels juifs, d'où vient aussi le alléluia chrétien (Hallelou-Ya, en hébreu = louez Dieu) ? (*Je dois cette remarque à une personne connaissant l'hébreu. Merci !*). Et ne viens-je pas d'apprendre que les femmes des Aurès endorment leurs bébés en les berçant avec ce mot répété : « Hallel » ? !

Cette présence juive remontant à l'époque du Roi Salomon n'est-elle pas attestée par les propres fouilles de l'archéologue André Berthier à Constantine qui découvrit sous le grand garage Citroën, des stèles de facture punique, qui étaient des ex-voto de familles juives qui après avoir fait allégeance aux divinités locales de ce temps, remerciaient leur propre Dieu selon les formules du Psalmiste ainsi que le rapporte l'universitaire constantinois Raphaël Draï, dans son dernier récit autobiographique *Le Pays d'après* (Ed. Michalon 2009) ?

L'histoire même de ce Rabbin Mardochée Aby Serour que l'universitaire Jacob Oliel a reconstituée, n'est-elle pas un concentré de tous les effacements, coloniaux et post-coloniaux ? Né au Maroc, il devient rabbin à 20 ans, quatre ans après son arrivée à Jérusalem en 1842. Après un voyage de 20 ans, il revient chez lui pour devenir voyageur-commerçant. Savant malgré lui, hormis l'hébreu, il parle l'arabe, le berbère, le français, le peul et le bambara... En 1860, il est le premier non-musulman à pénétrer Tombouctou, interdite jusque-là aux non-musulmans (on peut encore y trouver la « maison de Mardochée » !). Il découvre l'existence d'une tribu Dag-Atoun consciente de descendre des Juifs ayant fui le massacre en 1492 de Tamentit, capitale juive de l'Ouest saharien, commis sur l'ordre d'un chef religieux musulman de Tlemcen (témoignage de Léon l'Africain, cité par Jacob Oliel)... Sollicité par l'Institut de Géographie de Paris pour des missions de botaniste, il entame une longue collaboration scientifique, mais les plantes qu'il découvre *porteront d'autres noms que le sien...* Sans lui, l'aventure scientifique (et militaire) de Charles de Foucauld aurait été impossible, *mais il n'est jamais cité* dans son récit de ce voyage « *La Reconnaissance au Maroc* »... Il meurt dans la plus grande misère à Alger en 1886. Enterré au cimetière de Saint Eugène, *sa tombe a aujourd'hui disparu...*

Quant aux pouvoirs publics algériens actuels, quoi qu'il en soit de leur capacité à effacer *totalemment* les traces juives, il faut bien constater que cette intention a *déjà* en partie été réalisée. Raymond n'est ni sur les ondes, ni sur le mur de sa ville, Constantine. Et quand malgré tout, on évoque sur les ondes en 1998 le décès de la sublime chanteuse de musique andalouse Reinette Sultana Daoud, dite « l'Oranaise », si l'on dit bien son origine géographique, c'est pour taire sa

judéité ⁶... Sur la centaine de synagogues, il n'y reste plus une seule, ne serait-ce que sous la forme d'un musée. La plupart ont été transformées en mosquées, comme celle d'Oran. Ou carrément détruites, comme la plus grande de Constantine, devenue... un immense parking. Aussi la très récente annonce du Ministre des Affaires Religieuses (*El Khabar*, quotidien arabophone du 1.07.09) évoquant « *l'accréditation officielle de la religion juive, en Algérie* », et la remise en service de « *25 synagogues inexploitées* » n'a-t-elle pas manqué d'étonner. L'ex-archevêque d'Algérie, Mgr Teissier a fait publiquement remarquer à Alger qu'il n'y avait presque plus de Juifs en Algérie, et que leur représentant M. Roger Said, cité par les autorités religieuses, avait quitté l'Algérie depuis les violences islamistes... Il a aussi ajouté avec beaucoup d'amertume, que c'était peut-être le sort qui attendait les Chrétiens... N'empêche, si l'on en croit le quotidien, les Juifs (même absents !) pourraient susciter : « *la réaction violente de certains partis, comme cela s'est passé à la suite de l'accréditation du Lions et du Rotary Club, et les liens que ceux-ci auraient avec Israël et la franc-maçonnerie mondiale, et la poignée de main spontanée du président Bouteflika et du premier ministre israélien Ehud Barak, lors des funérailles du roi Hassan II, en juillet 1999* ». No comment.

2000 – ENRICO MACIAS

Le gendre de Raymond Leyris a lui aussi été banni des ondes algériennes depuis l'indépendance. Il lui est reproché son soutien public à Israël. Aussi lorsqu'en l'an 2000, le nouveau président de la République Bouteflika lui donne l'accolade à Monaco devant les télévisions, puis l'invite officiellement dans son pays, tout le monde croit à une révolution des mentalités. La contre-révolution ne se fait pas attendre. Se crée aussitôt avec des personnalités de pouvoir ou à la solde des services de sécurité, et en alliance avec le chef islamiste Djaballah, un Comité dirigé par Belkhadem, longtemps premier ministre ces dernières années. L'invitation est annulée, et tout le monde comprend, le Président lui-même sans doute, que cet affront subi au début de son 1^{er} mandat est bien le signe qu'il n'est pas celui par qui le changement arrivera : la preuve par son 2^e et son récent 3^e mandat. Une décennie avant les Iraniens, les Algériens faisaient l'expérience que dans le monde arabo-musulman, les forces opposées au changement démocratique et à la libération de la société ont pour ultime rempart l'imaginaire antisémite dissimulé aujourd'hui derrière l'antisionisme. Et s'ils l'avaient oublié, le récent décès de Suzanne Ghenassia, l'épouse d'Enrico Macias allait le leur rappeler. Le journaliste algérien en exil, Mohamed Sifaoui rend hommage à son amie Suzy, en témoignant que « *son rêve était de visiter Constantine avant de mourir, se recueillir sur la tombe de son père et déambuler*

quelques jours, quelques heures dans les rues de cette ville, de ce pays qui a vu naître et qu'elle ne reverra finalement jamais. ». Le journaliste rappelle aussi que : « *Suzy, Algérienne, est la fille de Raymond Leyris, le chantré de la musique arabo-andalouse, assassiné lâchement et pour de fallacieuses raisons par un militant du FLN en 1961...* ». Suzy Leyris, dont la sœur cadette, tenait la main de son père, ce 22 juin 61, lorsqu'elle le vit s'affaisser dans ce marché judéo-arabe de Constantine, Souk El Acer, toujours extrêmement peuplé, sans même savoir qu'il venait d'être mortellement atteint, à bout portant, d'une balle dans la tête... L'article est publié le 28 décembre 08 dans le *Courrier d'Algérie*, un journal certes à petit tirage, alors que la confrontation Israël-Hamas vient de commencer. Manque de vigilance de la direction ou prétexte à réponse incendiaire ? Elle ne se fait pas attendre, et le 8 janvier 09, on peut, concernant Macias, lire ceci : « *L'homme, sous ses dehors d'humaniste louant et chantant pas mal de grandes valeurs humaines, a toujours été favorable au grand projet défini par le "Protocole des sages de Sion"... Sa nostalgie pour l'Algérie, surfaite, ne devrait désormais tromper personne...* ». Après le mari, arrive le tour du père, Raymond Leyris. L'auteur, Mohamed Abdoun poursuit ainsi : « *... il était évident que ces gens, portant en eux des instincts criminels et veules, aient décidé de soutenir le colonialisme, également criminel, français lorsque notre glorieuse guerre de libération nationale avait éclaté. L'élimination de l'ennemi du FLN qu'était Cheikh Raymond a donc été un acte brave et courageux à inscrire à l'actif de notre non moins glorieuse ALN.* ». Et en forme de bouquet final de ce feu d'artifice vert-blanc-rouge, cette fois à nouveau pour le gendre : « *Le peuple algérien, comme un seul homme, refusera que ce monstre, ce sioniste, ce nazi, souille le sol pur de notre Algérie avec ses pieds aussi "noirs" que ses actions !* ».

MALAISE

Cheikh Raymond et Enrico Macias sont les deux symptômes essentiels à travers lesquels s'exprime le malaise de la société algérienne vis à vis de la « question juive ». Ceci depuis l'indépendance, ou, même, depuis le début de la guerre d'indépendance déclenchée par le FLN et rapidement prise en main par une élite politico-militaire, ancêtre des services de sécurité actuels, seul véritable chef de l'Algérie, comme il en va dans tous les systèmes autoritaires.

Car les réactions d'hostilité aux Juifs, ou à Israël, semblent d'autant plus vives que destinées à combattre un attrait dont on sait profondes les racines attestées de diverses manières. Les mélomanes considèrent Cheikh Raymond comme un génie musical, et après des décennies de circulation de ses œuvres sous le manteau, désormais avec le numérique et une certaine libéralisation, les CD se vendent assez librement et se dupliquent massivement. Quand à Enrico Macias,

il est sans doute le chanteur le plus populaire en Algérie, pas seulement donc à Constantine ! Et sa venue en l'an 2000 aurait déclenché une véritable révolution. Pour en donner idée, il faut savoir que dans les années 90, les plus noires du terrorisme islamiste, où chacun se méfiait de son voisin, des chauffeurs de cars pouvaient, durant les voyages, passer ses cassettes sans déclencher la moindre hostilité...

Certains anthropologues découvrent que nombre de bijoux et costumes « nationaux » ont des origines juives. D'autres, que dans le Sud algérien, des communautés converties de force à l'islam il y a des siècles, continuent en secret à pratiquer des rituels hébraïques. Beaucoup de citoyens dissimulent, comme un secret de famille, le mariage de l'oncle ou du grand-père avec une femme juive. D'autres attendent leur mort pour avouer leur judaïté, comme ces vieux de Timimoun (ville du Sud Saharien, dont le nom signifie La Ville de Mimoun, Saint juif connu de la région) qui, en montrant un lopin de terre isolé avec quelques tombes, disent : « *On a vécu musulman, mais on veut mourir juif* ». Des jeunes kabyles qui s'étonnent de porter des prénoms d'origine juive (Moussa, Daoud, Yakoub... etc...) commencent à s'interroger sur leur passé et font des associations à cette fin.

D'autres dans les Aures se regroupent en association pour rendre hommage à La Kahena (féminin de Cohen = prêtre), de son vrai nom Dihya, reine de Tribus juives berbères, elle régna même sur toute l'Ifriqiya (Afrique du Nord). Face aux conquérants arabo-musulmans, elle résiste d'abord victorieusement à la tête de son armée, puis défaite en l'an 702, elle est décapitée, et sa tête envoyée au Calife. Le grand écrivain algérien Kateb Yacine, l'a notamment célébrée.

D'autres lancent un blog pour s'intéresser à la période pré-islamique (<http://jahilliyyah.net/>). Les nouveaux romanciers commencent à s'approcher du sujet tabou. Abdennour Nouiri, journaliste, avec *Meriem ou la déchirure* (Ed. Marsa2002), suit une journaliste suisse qui revient sur les traces de sa famille juive d'Alger. Dans *Le piano d'Esther* (Ed. Musk 2005), M'hammed Bouziane Larbi, professeur en médecine Interne, écrit, la cinquantaine passée, son premier roman pour célébrer les amours maudits d'un arabe pour sa voisine juive, dans la ville de Miliana dont il est originaire.

Un ami, Salim Benazouz, ingénieur d'une très vieille famille constantinoise n'avait qu'un hobby : relever le moindre signe juif avec l'objectif de rédiger une grande histoire de la présence juive en Algérie, et il avait accumulé une énorme quantité de documents. En prélude, il en fit une magnifique conférence à la synagogue de Toulon en 2007, présenté par Jacques Leyris (le fils de Raymond) et seule la mort brutale mit fin à son projet.

Sur la présence juive depuis l'antiquité, aucun travail ni d'anthropologie ni

d'histoire. C'est un journaliste qui publie chez un éditeur privé Maarifa en 2004, *Les Juifs d'Algérie, 2000 ans d'existence*. Son auteur, Aïssa Chenouf, constate, dès l'avant propos, l'absence « dans nos universités de filières spécialisées dans l'étude du judaïsme ». Malgré sa naïveté (« pourquoi nos têtes se brouillent dès qu'on parle des Juifs ? »), et d'autres possibles griefs, l'intérêt principal de cet ouvrage dans le contexte algérien, est de briser l'omerta : l'Afrique du Nord fut juive avant d'être aussi musulmane... Renversante découverte pour beaucoup ! Comme si les amateurs tentaient de compenser le silence des pros, lequel, il est vrai, est assourdissant. Ainsi le pourtant prolifique essayiste progressiste, laïque et virulemment anti-intégriste, Mostepha Lacheraf ne dira quasiment *jamais rien* des 2500 ans d'histoire juive d'Afrique du Nord, notamment dans son dernier livre-testament *Des noms et des lieux. Mémoire d'une Algérie oubliée* où pourtant il fait preuve d'une prodigieuse érudition toponymique et onomastique, et alors qu'il décrit des lieux du Sud où il naquit, grandit et travailla, comme Bou Saada, où seule l'indépendance de 62 mit fin à la présence juive de très nombreuses tribus qui vécurent là depuis les temps les plus reculés... Heureusement qu'Ibn Khaldoun (1331-1406), l'un des premiers plus grands théoriciens de l'histoire des civilisations selon Arnold Toynbee, évoquant l'obsession des nouveaux conquérants, fut, dans son *Histoire des Berbères*, plus prolixe et plus iconoclaste : « Idris 1^{er}, descendant d'El Hacem, fils d'El Hacem (petit-fils de Mahomet) étant arrivé au Maghreb, fit disparaître de ce pays jusqu'aux dernières traces des religions (chrétienne, juive et païennes).... ». Sans parler du géographe arabe Al Idrissi, ou de l'historien arabe Ibn Abi Zar du moyen-âge, qui eux aussi font état de cette présence...

Les racines juives de l'Algérie, sans cesse effacées et sans cesse renaissantes, intriquent les jeunes générations, mais sont vécues en général dans la culpabilité ou la peur. Car il y a toujours au tournant quelque délateur pour dénoncer le « traître ». Ainsi, lorsque l'on veut s'en prendre en 1991, au ministre réformateur Hamrouche, on l'accuse de s'être lié à un Bureau d'études économiques parisien, mais... *juif*, par l'intermédiaire de son ministre de l'économie Ghazi Hidouci, lequel aurait aussi une origine... *juive*. Ainsi dans un grand quotidien francophone « démocrate » et « laïque » *Le Matin*, le directeur dissimulé sous le pseudo d'une chroniqueuse, se permet-il de « révéler » au grand public que tel haut fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur... est *juif*. Sommé par *Le Monde* de rendre compte de cette « bévue », ce journaliste qui aujourd'hui se fait passer pour un martyr persécuté, doit s'excuser platement sans oser revendiquer lui-même l'écrit. Et il serait peu important de connaître un nom que l'histoire ne retiendra sans doute pas, si ce n'était sa probable origine... *juive* : Benchicou... La terreur du Nom est aussi agitée par un autre grand quotidien « démocrate »,

arabophone cette fois, *El Khabar*, quand en 2005 il « révèle » qu'en 1990 à Constantine, presque tous les élus FIS (parti islamo-fasciste à l'origine des massacres des deux dernières décennies) avaient des noms... juifs ! Pour le « démontrer », il livre en caractères arabes et latins, une vingtaine de noms du genre Khalfa... Zaoui... Saada... Bensaid... etc.

Malgré cette terreur, nombreux sont les Algériens, intellectuels ou artistes qui se rendent secrètement en Israël en passant par l'Europe, comme ces journalistes qui, il y a quelques années, eurent sans doute le OK des services de sécurité mais qui à leur retour, l'information ayant *filtré*, se firent fraîchement accueillir comme des traîtres. Sort qui avait été déjà été infligé de façon extrêmement humiliante en 1981 à Ahmed Bedjaoui, un présentateur très connu d'émissions de cinéma à la Télévision, pour avoir assisté à un festival de films méditerranéens qu'organisait à cette époque le Club Méditerranée, sous le double prétexte qu'il était dirigé par un « sioniste », et qu'on y montrait des films israéliens...

Les différentes guerres qui ont opposé Israël aux pays arabes ou aux forces palestiniennes n'ont jamais suscité, en Algérie, de manifestations populaires comme dans d'autres pays arabes. Et lorsqu'au même moment où à Tel Aviv, près du dixième de toute la population d'Israël sortit pour crier son horreur après le massacre de Sabra et Chatila commis par les forces phalangistes, et attribué à Tsahal, autant de monde sortit à Alger, (300 000 à 400 000 personnes)... mais pour célébrer l'équipe algérienne qui venait de battre l'Allemagne en Coupe du Monde de football.

Ces quelques exemples, multipliables, autorisent-ils cependant à conclure sur une opposition totale entre des mémoires populaires innocentes qui résisteraient à l'antisémitisme, et des directions politico-militaires et médiatiques qui l'entretiendraient comme diversion à ses problèmes internes ? Non, bien sûr, en Algérie, comme ailleurs, l'antisémitisme est une réalité complexe, puisant sa source autant dans l'idéologie politique du nationalisme du début du xx^e siècle que dans un imaginaire ancien : « *Lihoudi kilfar, matwarilouche bab eddar* » (*Au Juif, comme à la souris, ne montre pas la porte de ta maison*) 7.

LE NATIONALISME (des années 20 à aujourd'hui)

Mai 2005 – TLEMCEM

Le retour dans leur ville natale, plusieurs décennies après leur exode, d'une centaine de Juifs, provoquent, principalement dans la presse arabophone, un tollé et un niveau de haine durant plusieurs semaines, que seule la récente confrontation à Gaza a surpassé, mais qui cette fois est l'expression d'un autre type de hantise.

Le tombeau du rabbin Enkaoua, considéré et honoré comme un Saint protecteur, y compris par les musulmans, ayant été restauré juste avant leur venue, « *la visite des juifs à Tlemcen est une trahison à l'encontre de la mémoire du grand Saint (musulman) Sidi Boumedienne.* » (*El Youm*).

Le voyage ayant naturellement été autorisé en haut lieu, on s'offusque de l'officialité du voyage de ces « *130 juifs natifs de Tlemcen, reçus en grande pompe par l'ancien président Ahmed Ben Bella, pivot de la stratégie du président Bouteflika de réconciliation nationale...* » (*Quotidien d'Oran*). On pointe la responsabilité du Président Bouteflika coupable de pratiquer « *le grand pardon* », et d'avoir « *participé à la campagne visant à blanchir les juifs dans son célèbre discours à Constantine au moment où il menait sa campagne en faveur de la concorde civile (avec les islamistes) au cours des premiers mois de son mandat...* » (*Sawt Al-Ahrar*). Et au passage, on lui rappelle qu'en 1999, il osa même serrer la main d'Ehud Barak, lors d'une rencontre internationale...

Le dépit de cette presse est surtout à la hauteur de l'accueil très émouvant que réservent à ces enfants du pays, les familles qui les ont connus et côtoyés, et ce dans un climat local très favorable. « *La démission de la rue. Pas de protestation contre la visite des juifs à Tlemcen... la rue algérienne se montre impuissante à agir, voire même indifférente aux dangers qui l'entourent...* », ou encore dans le même *Ech-Chourouk El-Youmi* : « *Le temps de l'enjuivation ! La façon provocante et plus qu'officielle avec laquelle les juifs ont été reçus à Tlemcen indique qu'il existe des musulmans, issus de notre sang, qui sont encore davantage enjuivés que les juifs eux-mêmes.* ».

Au nom de quoi une telle levée de boucliers ? Le thème du sionisme n'étant pas ici de mise, et n'étant pas antisémites (puisque, dit-on, les Arabes sont aussi des sémites...), c'est « *la guerre de libération* » qui en fournit le prétexte : « *Quel est le sens de cet embellissement de tombes juives pour des pèlerins qui viennent de Paris ou de Tel Aviv comme s'ils avaient versé leur sang pour libérer le pays alors qu'ils s'opposaient précisément à sa libération et ont même porté les armes contre nos enfants ?... Au nom de la tolérance et de l'humanisme, les juifs ont donc le droit d'entrer à Tlemcen comme en pays conquis, en sécurité, dans l'état d'esprit de preneurs de butins et de visiter la tombe de leur père spirituel Ephraïm.* » (*Ech-Chourouk El Youmi*).

« **ILS RECLAMENT LA COMPENSATION DES BIENS QU'ILS Y ONT LAISSES** » titre à la Une *Le Quotidien d'Oran* : « *Les Juifs d'Algérie demandent 144 millions de dollars... Curieusement, la Knesset, le parlement israélien, planche actuellement sur une déclaration pour exiger des pays arabes des réparations pour les juifs d'origine arabe. Pis, pour parler de leur histoire, ils ont choisi Jérusalem et l'auspice du congrès mondial juif. Du 27 mars au 3 avril, le congrès a été consacré aux Juifs*

de Constantine. Avaient, entre autres, participé à cette rencontre, l'historien Benjamin Stora et le chanteur Enrico Macias qui a donné un concert exceptionnel. »

L'historien, profil bas, rectifie : « J'ai effectivement participé à ce colloque... Il n'a jamais été question pendant ces deux jours de cette histoire délirante de compensation de 144 millions de dollars. ». Il n'empêche, pour Ech-Chourouk El Youmi les choses sont claires : « La visite des juifs à Tlemcen ne se limite pas à un pèlerinage... ils réclament aussi une indemnisation... Les Israéliens... détiennent une force de frappe médiatique encore plus considérable que leur force militaire. A cet égard, ils savent occuper l'opinion publique algérienne avec la question du droit des juifs à visiter leurs villes, leurs lieux de culte et leurs tombes, et dans le même temps ils occupent l'opinion publique internationale avec des demandes d'indemnisation pour ce que les juifs ont perdu après leur départ d'Algérie. L'histoire des juifs est un tissu de pages noires. Ils sont connus depuis la préhistoire pour être des maîtres chanteurs. Ce chantage s'est manifesté de façon patente après la fin de la 2^e guerre mondiale quand la propagande sioniste a inventé les fours crématoires et l'holocauste. Dès lors, l'opinion publique nationale et internationale ne doit pas s'étonner du fait que les juifs tentent d'exercer un chantage sur l'Algérie comme ils l'ont fait à l'encontre de l'Allemagne. »

Rare voix discordante, le quotidien francophone *Le Soir d'Algérie* : « Le moment le plus émouvant aura lieu aujourd'hui au sanctuaire du Rabb pour la célébration du pèlerinage collectif appelée "Heiloula". C'est un moment fort attendu, car la dernière célébration de cette fête religieuse remonte à l'année 1956. A partir de cette année, la communauté juive de Tlemcen décida de ne plus célébrer la "Heiloula" en signe de solidarité avec le peuple algérien en lutte pour son indépendance, c'est ce qu'affirme le président de la "Fraternelle", M. André Charbit... ».

Cet épisode tlemcénien a en tous cas le mérite, certes sur le mode fantasmagique, de révéler une conscience intranquille et une peur, celle de devoir un jour rendre des comptes, à propos de l'exode des 130 000 Juifs d'Algérie et des 900 000 Pieds-noirs (et de leurs biens indûment appropriés), qui commence pour les Juifs à partir dès le début de la guerre d'indépendance et devient massif après l'assassinat de Raymond Leyris, en juin 1961. Comme pour tout ce qui touche aux Juifs, il n'y a aucune riposte intellectuelle en Algérie, pourtant affranchie (théoriquement) du parti unique depuis 1989. En France, Wassila Tamzali, exerçant à cette époque à l'Unesco, fait part de son indignation, après avoir pris la précaution de rappeler son soutien « à la cause palestinienne ».

GUERRE D'INDEPENDANCE (1954 – 1962)

De nombreux Juifs se solidarisent avec les indépendantistes, soit en refusant de faire la guerre, comme Joseph Sixou, cet ingénieur de Tiaret, soit en s'intégrant au FLN comme l'ingénieur chimiste d'Alger Georges Arbib qui met au

point les premières bombes, soit très nombreux par le truchement du PCA, parti communiste algérien, seul parti multiethnique, qui lui s'oppose au terrorisme contre les civils. Mais les chefs de la communauté israélite, sollicités par le FLN pour prendre parti en tant que tels, répondent qu'« *elle ne constitue en aucune façon et n'a jamais prétendu constituer une entité politique... (et) qu'aucune personnalité juive ne peut prétendre parler en son nom* »⁸. De fait, il y a chez les Juifs, comme chez les chrétiens (et les musulmans... !), différentes opinions vis-à-vis du FLN. Et une certaine méfiance vis-à-vis de ses déclarations... contredites sur le terrain.

En effet, d'Algérie puis de Tunis, le FLN appelle dans plusieurs « Lettres » Juifs et Européens à le rejoindre. Qualifiés d'« Algériens », il leur assure que son vœu est celui d'« *une Algérie multiethnique, multiconfessionnelle... où toutes les communautés seront respectées...* ». Et du haut de la tribune de l'ONU, la diplomatie du GPRA⁹ le confirme : « *L'Algérie est le patrimoine de tous... L'Algérie aux Algériens, à tous les Algériens, quelle que soit leur origine. Cette formule n'est pas une fiction. Elle traduit une réalité vivante, basée sur une vie commune.* ». (Appel du 17 Fev 1960 « Aux Européens d'Algérie »).

Mais sur *le terrain*, les insurrections, comme en août 1955 dans le constantinois, se mènent au nom de Dieu (« *Djihad fi Sabil Allah* »), et l'on appelle à tuer les Infidèles, les chrétiens et les Juifs (« *Nkatlou Gouar, Nkatlou Nsara, Nkatlou Yahoud* »). Quant au terrorisme dans les villes, au pistolet ou à la bombe, il vise sélectivement les civils non-musulmans, Pieds-noirs et Juifs, *au facies* « Dans les premiers mois de l'année 1956, les agressions se multiplient, le samedi de préférence : en mai contre le rabbin de Batna ; en juin contre les cafés juifs de Constantine ; synagogue d'Orléansville incendiée. En novembre, une bombe placée dans la maison d'Isaac Aziza, rabbin de Nédroma, le tue ainsi que plusieurs membres de sa famille. »¹⁰. Précisons qu'à Constantine, suite aux attaques à la grenade des cafés juifs en 1956, des groupes de jeunes juifs, préparés à cette éventualité par des instructeurs venus d'Israël, ripostent et très durement, selon Robert Attal, instituteur, qui conclut ainsi le témoignage désapprobateur qu'il me donne de cet événement : « *l'ombre du pogrom de 1934 planait* » (R. Attal est l'auteur d'un livre sur ce pogrom du 5 août où a péri son propre père.). L'année 1957 est aussi dure... Assassins à Oran du Dr Cohen (le FLN s'excuse) et en Mars du grand Rabbin de Médéa. Bombe extrêmement meurtrière à Alger le 9 juin, placée sous l'estrade du Dancing de la Corniche fréquenté surtout par des Juifs de Bab El Oued et non par des parachutistes comme le dit la propagande FLN, qui pulvérise notamment sa vedette Lucky Starway (Lucien Séror), son orchestre et des danseurs (7 morts, 85 blessés dont 10 très graves)... En Août, à Alger, David Chiche (65 ans) est arrosé d'essence.

Les années suivantes et ce jusqu'à l'indépendance, les exactions contre les Juifs sont d'autant plus retentissantes qu'elles s'exercent dans des lieux sacrés et lors de fêtes religieuses : grenades dans les synagogues de villes du Sud, Boghari en mars 1958 (1 mort), et Bou Saada en 1959, la veille de Kippour (la petite fille du Rabbin tuée). En décembre 1960, durant les grandes manifestations populaires, où le slogan « Algérie musulmane » se substitue à « Algérie algérienne », à Oran le cimetière est profané, et à Alger la grande Synagogue de la Casbah est dévastée aux cris de « Mort aux juifs », les Rouleaux de la Loi profanés, des croix gammées dessinées sur les murs, et le drapeau indépendantiste planté. En 1961, assassinat en Juin à Constantine du célèbre musicien Raymond Leyris ; en Septembre à Oran, le jour de Rosh Hashana, un père se rendant à la synagogue avec ses 2 enfants est poignardé et un coiffeur ambulant, Choukroun, tué, le cimetière juif profané et la maison du gardien pillée (ce qui provoque des réactions et des affrontements communautaires). En 1962, assassinat en Janvier à Constantine du frère de René Samuel Sirat qui deviendra le Grand Rabbin de France, attaque du Consistoire toujours à Constantine en Février, assassinat à Alger de 2 enfants juifs. Et le 5 juillet 1962 à Oran, le jour même de l'indépendance, massacre de très grande ampleur dans plusieurs quartiers simultanément, et notamment les quartiers juifs, visant au faciès les non-musulmans (plus de 400 morts officiellement recensés) ¹¹, comme un message à ceux qui ne sont pas encore partis, et à ceux qui auraient eu l'idée de revenir... Cette énumération, loin d'être exhaustive, montre que les civils juifs, à l'instar des civils d'origine chrétienne, furent une cible du terrorisme FLN. Ce choix de *stratégie*, est clairement mis en évidence par le bilan total des victimes : 5 000 civils non-musulmans assassinés, pour 10 000 soldats français tués au combat. 50 % donc... (*les civils musulmans furent aussi une cible du FLN, plus de 10 000 tués, mais le but est autre : soumettre les siens à sa seule autorité, voire à l'autorité de certains chefs...*).

POST-INDEPENDANCE – Le double langage éventé.

Cette stratégie a un but : faire partir les non-musulmans avant l'indépendance. Mais soigneusement dissimulée par ses promoteurs, ou par ceux qui défendirent la cause indépendantiste, elle ne sera révélée que par la suite. Cependant même ces tardives révélations n'ont pas encore conduit les historiens à formuler de nouvelles hypothèses : ce qui est plus troublant.

1981 – *Les Archives De La Révolution Algérienne* (ed. Jeune Afrique), Mohamed Harbi, dirigeant FLN, puis historien, livre un PV de réunion au Maroc en 1961, où l'un des plus importants dirigeants, Lakhdar Ben Tobbal, harcelé par des militants furieux contre les appels du GPRA aux Juifs et aux Européens, les

rassure à 3 reprises en leur répétant : « *c'est purement tactique !* ». Ajoutant même, la 3^e fois, pour les radoucir : « *Il n'est pas question qu'après l'indépendance, il y ait des Juifs et des Européens, dans le gouvernement.* ».

1990 – *Les Accords d'Evian* (Le Seuil). Signés en mars 1962 par la France et le GPRA, ces Accords sont ainsi commentés par l'auteur, un des négociateurs, Réda Malek : « *Heureusement, le caractère sacré arabo-musulman de la nation algérienne était sauvegardé.* ». Précisons que Réda Malek, qui dans les années 90 a comme premier ministre mené une guerre sans concession aux islamistes, s'est de tout temps considéré comme un moderne et un « progressiste »... On peut donc imaginer l'état d'esprit de la majorité des dirigeants qui au contraire, sont considérés comme des « traditionalistes », des « conservateurs » ou des « réactionnaires ».

1998 – *La fin de la guerre d'Algérie* (Casbah Ed). Ben Khedda, qui fut le Président du GPRA au moment de la signature de ces Accords d'Evian explicite : « *En refusant notamment la nationalité algérienne automatique pour un million d'Européens, nous avons prévenu le danger d'une Algérie bicéphale.* ».

1991 – *La guerre d'Algérie et les intellectuels français* (Ed. Complexe), Jean-Marie Domenach, intellectuel français catholique et résistant, ayant soutenu la lutte pour la décolonisation en Indochine et en Algérie, directeur de la Revue *Esprit*, fait ainsi état d'une rencontre avec un dirigeant du FLN, qui sera d'ailleurs éborgné par les siens, quelques mois après en 1957 : « *Je me rappelle en particulier une discussion qui a été d'une violence extrême avec Abbane Ramdane... Je lui ai parlé du sort qui serait fait à la population "pieds-noirs". Je lui ai dit : "Vous n'allez pas mettre tous ces gens à la porte comme ça". Il m'a répondu : "S'ils ne sont pas contents, ils n'ont qu'à s'en aller" ».*

2004 – *Cet étranger qui me ressemble. Entretiens avec Jean Daniel*. (Grasset). Dans un avion privé se dirigeant vers Melun, lieu d'une négociation, en 1960, le directeur du Nouvel Obs, lui-même juif algérien de Blida, demande aux diplomates du GPRA, Boumendjel et Benyahia : « *Croyez vous qu'avec tous ces fanatiques religieux derrière vous, il y aura dans une Algérie indépendante un avenir pour les non-musulmans, les chrétiens, les juifs auxquels vous avez fait appel ?* ». Après que Boumendjel ait dit à Benyahia : « *Il ne faut pas mentir à Jean* », voici ce qu'il s'entend répondre : « *Le pendule a balancé si loin d'un seul côté pendant un siècle et demi de colonisation française, du côté chrétien, niant l'identité musulmane, l'arabisme, l'islam, que le revanche sera longue, violente et qu'elle exclut tout avenir pour les non-musulmans. Nous n'empêcherons pas cette révolution arabo-islamique de s'exprimer puisque nous la jugeons juste et bienfaitrice.* ».

AIT AHMED – l'exception qui confirme la règle.

Responsable nationaliste de premier plan, partisan de la lutte armée, un des principaux créateurs du FLN, son opposition à la ligne arabiste du PPA-MTLD (ancêtre du FLN) le marginalise avant 1962, puis l'exile après.

En 1963, lors de la 1^{re} Assemblée Constituante, il est un des *très rares* députés à s'opposer à l'inscription de l'Islam dans la Constitution comme « religion d'Etat », puis au Code de la Nationalité discriminatoire, qui stipule que l'on est Algérien si l'on a un père et un grand-père nés en Algérie... musulmans. Les non-musulmans considérés comme étrangers doivent donc en faire la demande : beaucoup de ceux qui avaient payé leurs convictions indépendantistes par la torture et la prison, trouvant la démarche humiliante, s'y refusent et quittent l'Algérie. On ne peut donc être étonné de lire, lorsqu'il évoque « la tragédie humaine » de l'exode de 1962 : « *N'oublions pas que les religions, les cultures juives et chrétiennes se trouvaient en Afrique du Nord bien avant les Arabo-Musulmans, eux aussi colonisateurs, aujourd'hui hégémonistes... Avec les Européens et leur dynamisme – je dis bien les Pieds-noirs et non les Français – l'Algérie serait aujourd'hui une grande puissance africaine, méditerranéenne. Hélas, je reconnais que nous avons commis des erreurs politiques stratégiques. Il y a eu envers les Pieds-noirs des fautes inadmissibles, des crimes de guerre envers des civils innocents et dont l'Algérie devra répondre au même titre que la Turquie envers les Arméniens.* » (Propos accordés à Francis Rugas, in *Les Français d'AFN*, mai 1987).

Ces propos d'un grand courage politique, même s'ils sont restés assez confidentiels, ont l'intérêt de situer le problème au niveau de la *stratégie*. Cette stratégie est en fait l'expression d'une conception excluant de la future nation toutes les minorités non-musulmanes qui sera le fondement *non écrit* du nationalisme algérien depuis les années 30 : « *La Valise ou le cercueil* » est le slogan de son principal parti, le PPA, à partir du milieu des années 40.

André Beckouche, communiste juif constantinois, se rappelle que dans un de ces débats d'étudiants algériens à Paris, qu'il situe en 1955, Réda Malek avait ainsi conclu : « *L'Algérie, n'est pas un manteau d'Arlequin* »... Puis ajoute : « *je suis resté en Algérie jusqu'en 1965. J'ai dû me résoudre à quitter l'Algérie, mon pays natal et la terre de mes parents depuis des siècles et des siècles. Car l'Algérie n'a pas pu ou su garder les non-musulmans et je n'y trouvais pas ma place tout comme des camarades de grande valeur. Je pense à Henri Alleg, et à combien d'autres, Sixou, Timsit... La vérité, c'est que la France les a mieux accueillis et traités, eux qui avaient combattu sa politique coloniale, que l'Algérie pour laquelle ils avaient combattu.* » (Interview réalisé par la cinéaste Brigitte Stora, en 2007). Il se rappelle aussi des propos tenus par un autre dirigeant nationaliste Bélaïd Abdeslam : « *Avec un million d'Européens, l'Algérie serait ingouvernable...* »

L'Algérie pour laquelle il combattit, voici ce qu'elle fit de la mémoire d'un autre communiste juif, Pierre Ghenassia, qui s'engage à 17 ans dans l'ALN, et qui, infirmier, préféra mourir plutôt que fuir et abandonner ses blessés, comme le lui proposa son chef, le Cdt Azzedine : à Ténès, sa ville natale, sa rue fut en 1963 baptisée « Rue Pierre Ghenassia », puis quatre années après, l'année de la guerre entre Israël et les pays arabes, débaptisée en... « Rue El Qods ».

Force est donc de constater que malgré la relative profusion de faits, de propos et de textes de dirigeants nationalistes qui dévoilent assez clairement que la guerre d'indépendance n'eut pas que le seul objectif déclaré d'obtenir le « *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* », mais aussi et simultanément, celui d'anéantir l'autre droit, tout aussi légitime, « *le droit des minorités à demeurer dans le pays de leurs ancêtres* », ce 2^e objectif de la stratégie nationaliste reste occulté par les historiens spécialistes de cette période, tant algériens que français. On peut même parler de dénégation. Et dans le cas de l'un d'eux, Benjamin Stora, de comportement schizophrénique.

Quand il témoigne de sa propre vie d'enfant juif constantinois dont les parents vont quitter leur pays juste avant l'indépendance, alors qu'il n'a que 12 ans, on peut constater que dans le seul chapitre consacré à la guerre « Une enfance à Constantine »¹², la peur comme réalité et comme imaginaire est déclinée selon de multiples occurrences : « *J'avais très peur... j'avais peur qu'il (le père) lui arrive quelque chose, qu'il soit victime d'un attentat, qu'il puisse mourir... La nuit, j'entendais mes parents parler. Ils étaient inquiets, surtout vers la fin de la guerre... les peurs nocturnes venant s'accumuler aux attentats, construisaient un climat d'angoisse... Enfant, j'avais intériorisé cette peur communautaire, d'autant qu'elle faisait référence à un événement lointain qui s'était imprimé dans l'imaginaire des Juifs de Constantine, avec les récits sur les affrontements sanglants du 5 août 1934, entre Juifs et Musulmans. Les "événements d'août 34" continuaient d'exister dans les conversations... "Ils ont tué Raymond !" C'était quelque chose d'énorme, de gigantesque. La communauté juive de Constantine était choquée, bouleversée... Une procession gigantesque a suivi la dépouille de Raymond qui a été enterré, si mes souvenirs sont bons, tout à fait au début du cimetière. C'était le grand tournant, le moment où ce qui restait de la communauté juive de Constantine en 1961 a choisi de partir vers la France.* »

Mais l'historien spécialiste de l'Algérie, qui dans son livre *Les trois exils* donne pourtant une liste impressionnante quoique non-exhaustive, du ciblage juif par le terrorisme FLN durant la guerre, a semble-t-il du mal à concilier cette réalité, et ses propres souvenirs, avec ses convictions anticolonialistes. Car lorsqu'il intervient dans des espaces politiques, en France ou plus encore en Algérie, c'est généralement pour minimiser la terreur FLN. « *Depuis qu'ils sont rentrés en*

France (sic !), les rapatriés (resic) ont toujours cherché à faire croire que la seule raison de leur départ était le risque qu'ils couraient pour leur vie et celle de leurs enfants. Et qu'ils avaient tous été obligés de partir... ». C'est avec ces mots qu'il apporte sa caution scientifique à un reportage scandaleux du *Monde Diplomatique* (mai 2008) ¹³, cherchant à démontrer que Juifs et Pieds Noirs, « incapables de toute réversion mentale », avaient quitté l'Algérie non en raison d'une peur qui aurait eu quelques fondements objectifs, mais par... racisme, par refus d'être gouvernés par des Arabes. Quelques jours après la sortie de cet article, lors d'un débat (filmé) à Paris, il nie que ses parents aient quitté leur pays par peur, et répondant furieux à une personne qui lui avait demandé si leur départ n'avait pas un lien avec l'assassinat de Raymond Leyris, s'exclame : « *Ils sont partis parce qu'ils aimaient la France !* » (26 mai 08) ¹⁴.

Cette crainte de l'avenir dans un pays dont il était prévisible que l'islam y deviendrait religion d'Etat, ne provenait pas seulement du statut passé de dhimmis, mais aussi de l'actualité et du voisin marocain où l'accès à l'indépendance en 1956 est aussi marqué par des violences antijuives.

ANNÉES 40

On évoque souvent en Algérie, avec raison, la résistance des dirigeants nationalistes aux sollicitations antisémites de l'Allemagne nazie comme à celles de l'Etat pétainiste, lequel retire aux Juifs d'Algérie le bénéfice de la nationalité française accordée en 1870 par le décret Crémieux. Ou encore à la même époque, le rôle de « prête-noms » que jouèrent certains commerçants arabes, pour éviter à leurs collègues juifs d'être saisis. La vérité est cependant plus nuancée. Un certain nombre de dirigeants du PPA (Radjef, Ighezbouchen, Si Larabi, etc...) font allégeance aux nazis et on peut se demander si l'adhésion ne se serait pas étendue s'il n'y avait pas eu le débarquement anglo-américain *dès novembre 1942*. Tant parmi les nationalistes radicaux du PPA que parmi les Oulémas, puisque ces deux tendances agissent de conserve, lors du pogrom d'août 1934 se soldant par 25 morts et qui se déroule durant 3 jours à Constantine avec la complice non-intervention des « forces de sécurité » pourtant présentes sur les lieux, mais qui ne reçoivent aucun ordre du maire d'extrême droite Emile Morinaud (1934 est l'année de la montée de l'activisme fasciste en France comme en Algérie). Sans oublier que lors de la première insurrection nationaliste de mai 1945, l'appel au djihad dans l'est algérien fut aussi lancé dans certains endroits à partir de « l'info » que « *les Juifs ont commencé à massacrer les Arabes* » (témoignage filmé par moi).

Que se serait-il donc passé si la présence militaire allemande avait été aussi forte au Maghreb qu'au Moyen Orient, alors que le *Mein Kampf* circule déjà, tra-

duit en arabe et même en berbère, et que *Er Rachid*, l'organe pro-nazi du Comité musulman de l'Afrique du Nord, appelle à lutter contre le « *colonialisme enjuivé* »¹⁵ ? Les mêmes causes produisant les mêmes effets, n'aurions-nous pas eu nos Amir Hussein, ce chef religieux arabe de Palestine qui se retrouva à Berlin et fut reçu par Hitler ? Question légitime quand on connaît, par exemple, le parcours d'un responsable nationaliste PPA comme Mohammed Saïd, lequel se retrouva durant la guerre d'indépendance dans l'Etat Major de Boumediene, grâce à son savoir militaire acquis... dans l'armée allemande au début des années 40, (parachuté en Algérie en 43, il est fait prisonnier). Et il ne fut pas le seul. Question encore plus légitime, quand on connaît son parcours ultérieur : député de la 1^{re} Assemblée Nationale Constituante en 1963, il tente de faire ajouter l'épithète « *islamique* » à la désignation de la nouvelle république qui s'appellera finalement « *République algérienne démocratique et populaire* ». Ministre important à partir de 1963, on le voit en 1991, ressurgir en politique, et pour boucler la boucle devenir député du FIS, cette mouvance islamo-fasciste qui a déclenché en 1992 une lutte armée ayant déjà causé plus de 200 000 morts, et dont on ne voit pas encore la fin.

COLONISATION : CREMIEUX ou « LA GRANDE TRAHISON DES JUIFS »

A tous les grands moments de la répression coloniale des insurrections arabes, les seuls avocats qui se soient trouvés pour défendre les prisonniers, ont été juifs, Maitres S. Honel et L. Seror avec la révolte de Mokrani en 1871, ou Maitre Miguères avec Ferhat Abbas arrêté en 1945. Mais durant la vague antisémite de l'année 2005, évoquée plus haut, on peut lire dans la presse algérienne arabo-phonie, des choses comme cela : « *Les juifs auraient livré l'Algérie aux colonisateurs* » (*Sawt Al-Ahrar*, quotidien, 19 mai). « *Nous ne pouvons oublier non plus le fait que c'est le juif Bouchenak qui a été le facteur essentiel de la colonisation de l'Algérie* » (édito d'*Echourouk*, 23 mai).

Quand on ne va pas jusqu'à de telles extrémités, il est de bon ton en Algérie, parmi les mieux intentionnés à l'égard des Juifs, de situer leur séparation des Musulmans, en 1870, avec le décret Crémieux, lequel en attribuant la nationalité collectivement à 35 000 Juifs, les soustrait de la condition de *l'indigénat* partagé jusque là avec les Musulmans. D'autres leur en font porter même la responsabilité, comme s'il s'agissait d'un « *choix* ». Une telle récrimination, assimilée « *à un coup de poignard dans le dos* », à une trahison, se fonde naturellement sur le présupposé d'une coexistence judéo-musulmane exempte de toute discrimination, voire idyllique, avant la colonisation française.

Exit les périodes extrêmement dures comme celles des Almohades (« *Al-muwahhidun* » = « *qui proclame l'unité divine* »), 1147 – 1269, avec ses massacres et ses

conversions forcées. Exit celles plus douces comme au temps des Ottomans, où le Bey Salah de Constantine, pour « mieux les protéger », ghettoïse tous les Juifs jusque là disséminés dans toute la ville, en un seul quartier, l'enclos insalubre de « *Kachara* »¹⁶. Exit les violences anti-juives qui pour n'être que ponctuelles n'en réveillent pas moins de siècles en siècles les vieilles peurs qui ne sont pas des fantasmes : destruction de Tamentit dite « la petite Jérusalem » du Touat saharien, en 1492, par le Cheikh Abdelkrim El Maghili offusqué par la construction d'une nouvelle synagogue et massacre de tous ses habitants juifs¹⁷... Appels à brûler les synagogues en 1706 par le Dey d'Alger... Et un siècle plus tard, en 1805, à Alger encore, suite à une famine, le conseiller financier du Dey et responsable communautaire Busnach est abattu au pistolet, les synagogues brûlées, les maisons pillées, les femmes violées, les centaines de familles juives ne trouvant leur salut que dans la fuite hors d'Alger, quand elles ne peuvent se réfugier chez le consul de France.

Exit aussi l'humiliation au quotidien, pacifiquement intégrée, le statut du « *dhimmi* », lequel n'arrivait pas en termes de discrimination à la cheville du futur Code de l'Indigénat français. Conséquence du fait que Mohamed, son prophète, fit de l'Islam une religion de conquête, ce statut dit « Pacte d'Omar » institué au début du VIII^e siècle par le Khalife Omar Al Aziz sur la base des recommandations de son prédécesseur Omar Ibn Al-Khattab, vise à faire payer aux « *gens du Livre* », Chrétiens et Juifs, leur propre protection par une soumission à des impôts et des châtiments corporels par bastonnades ou par le feu, et quelques autres menues contraintes... Ne pas sortir après certaines heures. Ne pas emprunter certaines rues. Ne pas s'approcher d'un puits lorsqu'un musulman s'y abreuve. Ne pas porter les mêmes vêtements que les musulmans... Ne pas porter d'armes... Ne pas manifester ni prêcher publiquement son culte. Ne pas construire de lieux de prières là où habitent des musulmans et ne pas prier à voix haute sur les chemins qu'ils fréquentent... Ne pas enterrer dans le voisinage des musulmans... Ne pas cultiver la terre...

Et avec le temps, les pouvoirs pouvaient broder... Ne pas croiser l'autorité, ni par la proximité ni même par le regard, étant bien entendu que devant le Cadi (juge), la parole d'un Juif ne vaut rien face à celle d'un plaignant musulman. Ne pas porter de vêtements verts (islam) ou rouges (emblème impérial). Se singulariser par le ridicule en ce qui concerne l'habillement et la coupe de cheveux... Ne porter que des sandales plus courtes que le pied, afin que le talon touche le sol... Se signaler par des clochettes, ou un signe particulier (*shikla*), de couleur jaune...¹⁸ Et quand le représentant juif remet le tribut à l'autorité turque ne doit-il pas recevoir : « *un soufflet ou un coup de poing sur le crâne par esprit d'obéissance aux prescriptions du Coran* »¹⁹ ? Enfin, n'est-ce pas le Sultan du Maroc qui pressé par les

chancelleries européennes, est obligé d'appeler ses Caïds à modération dans leurs rapports aux Juifs, par un Edit (1301 de l'Hégire) ? Des 17 « vexations » dont il appelle à mettre fin, nous ne citerons que la 9^e (« ne plus les obliger à prendre de fausses pièces de monnaie contre la monnaie courante ») et la 15^e (« ne plus les obliger à tenir leurs lits et leurs meubles à la disposition des hôtes du gouverneur »)...¹⁹

« Aujourd'hui, les juifs sont peut-être les restes les plus malheureux d'Israël ». Les témoignages des consuls en poste à Alger, américain, Shaler, en 1805, et français Dubois-Thainville, concordent : « Il n'y avait pas d'avaries auxquelles ils ne fussent condamnés... ». D'autres diplomates et voyageurs disent les conditions d'insalubrité et d'avilissement dans lesquelles les Juifs ghettoisés vivent à l'époque ottomane, dans le *mellah* ou la *hara* ou la *charaa* : « à la mort du Roi Abou Abdallah en 923 de l'hégire, le quartier des Juifs fut saccagé et depuis cette fatale époque, ils ont presque toujours été en proie à la misère et à la détresse » (Livre sur Tlemcen de l'Abbé J.J.L Borges)²⁰. « Il en coûtait moins d'assassiner un Juif que de s'en prendre au chameau du voisin... »²¹ (Charles de Foucauld).

Faut-il alors s'étonner que l'arrivée du nouveau conquérant français chassant le précédent, ottoman, et faisant disparaître leur « dhimmitude » est considérée par eux comme une immense libération, même si durant 40 ans, de 1830 à 1870, ils demeurent, comme les musulmans, *des indigènes*, ce qui est déjà une émancipation de leur statut de *sous-indigènes*, de *parias*, de l'époque musulmane antérieure. N'est-ce pas d'ailleurs pour échapper à cette dhimmitude, que les Juifs marocains traversent la frontière ? Que dire alors du Décret Crémieux qui leur accorde collectivement la pleine citoyenneté ? !

Précisons toutefois que le Sénatus Consulte de 1865, accordait déjà la nationalité française aux musulmans et aux Juifs, *mais par choix individuel*, et à la condition que les intéressés renoncent à leur statut dit « *personnel* » (*Charia* et *Loi mosaïque*). Formulé de cette manière, le choix de devenir français fut apprécié comme une abjuration, et très peu de musulmans et de Juifs consentirent à la démarche.²²

Il est cependant facile d'imaginer qu'attribuée collectivement par décret aux musulmans comme elle le fut aux Juifs par Crémieux, la nationalité française n'eut pas suscité plus de résistance chez les uns que chez les autres, tant elle équivalait pour tous à une véritable promotion sociale. C'est d'ailleurs pour la même raison que depuis l'indépendance et surtout ces dernières décennies, tous les moyens sont utilisés pour prouver que l'on a bien été français de par la colonisation durant plus d'un siècle... Actuellement, ne dit-on pas que la principale raison de la consultation des Archives nationales en Algérie, n'est pas celle des historiens, mais de citoyens en quête de documents attestant de la possession de cette nationalité française par un ancêtre... ?

Quoi qu'il en soit, le souci, constant, des représentants de la communauté juive, n'a-t-il pas été de *partager* le bénéfice du Décret Crémieux, et de demander à ce que le privilège soit étendu à *tous les musulmans* ? On se rappelle les paroles restées célèbres, prononcées en 1944 par le responsable communautaire Raymond Bénichou : « *Aussi haut que les dirigeants responsables des destinées de la France voudront élever les populations musulmanes, aussi grande sera la satisfaction des populations d'origine juive de notre pays.* »²³.

Il est juste aussi de rappeler que les plus irréductibles adversaires à cette attribution de la nationalité française furent les dirigeants religieux et nationalistes, lesquels firent croire à leurs fidèles que *devenir français signifiait abandonner l'islam*, et qualifièrent ceux qui l'obtenaient de « *m'tourni* », c'est à dire de « *retournés* », de traîtres. Ce qui ne pouvait qu'encourager les violences anti-sémites, qu'elles aient été à l'instigation de l'extrême-droite européenne comme à Oran en 1897, lorsque des Arabes payés à la journée saccagèrent les maisons juives²⁴, ou ailleurs et plus tard, directement à l'initiative des nationalistes et des religieux...

On ne peut non plus conclure ce chapitre sans noter que la légende du Décret Crémieux mettant fin à la bonne entente judéo-musulmane multiséculaire n'est pas seulement le fait de la propagande nationaliste. Certains intellectuels juifs français d'origine algérienne, pourtant parfaitement avertis de la condition de leur communauté avant la colonisation française, tentent aussi de réajuster l'histoire en fonction de leurs convictions anticolonialistes. Plus récemment Pierre Freha, dans une interview accordée à un quotidien algérien pour la promotion de son dernier roman, peut tranquillement affirmer : « *Ah oui, diviser pour mieux régner ! C'est le travail de tout colonisateur. Avec le décret Crémieux de 1870, on a séparé des communautés. Le décret Crémieux est arrivé après certaines étapes. Je n'ai pas trouvé dans les documents auxquels j'ai pu accéder d'éléments indiquant qu'il y avait des problèmes entre les communautés juive et musulmane en Algérie.* » (????? !!!!!)²⁵. Plus gravement, car lui est historien, Stora ne parle-t-il pas « *de distance creusée par le fameux décret Crémieux qui a séparé les "indigènes" et renversé les hiérarchies, distinguant les uns des autres jusqu'à les opposer* »²⁶ ?

Sur des modes différents, on assiste chez l'un et l'autre, à la tentative de décharger les pouvoirs fondés sur l'islam avant le XIX^e siècle, puis, au XX^e, le nationalisme, et à contrario de charger aussi unilatéralement la colonisation, voire même les populations européennes ! « *Dès l'âge de neuf ans, j'ai senti de manière confuse que l'Etat français était responsable du fait que mon enfance avait été bousillée.* », poursuit Freha, apparemment très précoce. Propos d'interview ainsi prolongés dans son roman : « *On nous avait mis dehors, etc. Pour une fois j'avais repris le refrain... j'avais répété le poncif colonial pour mieux marquer mon territoire, et ma haine d'une dictature militaire. Pourtant celle-ci était la suite logique à la nuit coloniale.* »²⁷

Pourquoi la société algérienne, indépendante depuis presque un demi-siècle, ne serait en rien responsable de son régime actuel de dictature militaire ? Pourquoi celle-ci n'aurait à voir qu'avec la colonisation et rien avec les organisations précoloniales des sociétés islamiques dirigées par des cercles très étroits dont l'armée était le pivot ? L'écrivain en période de contrition ne le dit pas. Aussi, combien pathétique n'apparaît-il pas, lorsqu'il révèle au quotidien que sa démarche auprès des autorités publiques algériennes pour obtenir la nationalité, « *une fierté et une revanche à l'égard de la France* », est restée... sans réponse ! Mais sans doute, ignore-t-il que dans les années 90, l'islamisme armé a chassé les derniers Juifs, suite aux assassinats à Alger de l'opticien Louzoum, un Juif tunisien qui lui aussi attendait depuis 30 ans une réponse à sa demande de nationalité algérienne, et d'un représentant des Bellaïche, grande famille algéroise d'El Biar restée après l'indépendance.

TABOU DES TABOUS : ISRAËL

Le contentieux judéo-musulman, en Algérie comme dans les autres pays musulmans, ne date ni de la création de l'Etat d'Israël ni de l'apparition du sionisme au XIX^e siècle, mais plutôt de l'avènement de l'Islam lui-même. En Algérie, la colonisation en affranchissant les Juifs de la dhimmitude, puis le Décret Crémieux en les émancipant, alourdit le contentieux. La conception arabo-islamique de l'algérianité au sein du mouvement indépendantiste, inspirant une stratégie armée qui cible les non-musulmans en tant que tels, finit de convaincre ces derniers qu'ils n'y ont plus de place. Le Code de la Nationalité de 1963, mise en forme juridique de cette conception fondatrice, décourage la plupart de ceux qui avaient rejoint la lutte pour l'indépendance et à ce titre subi la répression policière ou militaire française.

La plupart des Juifs d'Algérie, contrairement à ceux du Maroc ou de Tunisie, et sans doute parce qu'ils sont « *français* », ne vont pas en Israël, mais en France. Mais il suffit que 2 000 Juifs constantinois habitant différents pays et pris de nostalgie, décident de se revoir après plus de 40 ans de séparation, à Jérusalem, *vu qu'un tel projet est impossible dans leur ville natale*, pour que, comme on l'a vu plus avant, se déclenche une campagne visant tout à la fois, ces Juifs, leur communauté, leur passé, leur loyauté, leur religion, et Israël même, sans réaction ni des autorités publiques, ni quasiment de l'intelligentsia.

Car Israël fait consensus. Contre lui. Comme ailleurs, il a le pouvoir magique de réunir sous une même bannière, partisans du pouvoir et opposants, religieux et athées, conservateurs et progressistes, islamistes et anti-islamistes. A la décharge de ceux qui ont la fonction de penser, on aurait aimé dire que les régimes dictatoriaux et autoritaires qui sévissent dans la quasi-totalité du monde

arabo-musulman, ne leur laissent aucune autre perspective de résistance que le silence, ou le lynchage spirituel et physique. Le « problème » c'est que même « en exil », le résultat n'est pas différent... Car concernant Israël, les frontières ne sont pas celles des nations, mais celles des mentalités. On peut avoir été chassé de son pays par les islamistes, leur avoir échappé de justesse, transpercé de balles ou indemne, avoir même eu un proche assassiné par eux et dénoncer « l'internationale islamiste », mais en exil, à Paris, à Rome, à Londres, ou à Montréal, on pourra défilier au nom de la « juste cause palestinienne », avec les partisans de cette Internationale et du Hamas.

Et de fait, dans le monde arabo-musulman, la question « Israël » sera sans doute la dernière question, juste avant celle de Dieu lui-même, à pouvoir à être extraite du champ du fantasme, être passible un jour de l'examen rationnel, et à être envisagée pour ce qu'elle est : une question d'histoire. Dans nos pays construits sur des mythes, l'histoire, cette science de ce qui a vraiment eu lieu, de ce qui s'est vraiment dit, est la discipline potentiellement la plus explosive, et donc la plus contrôlée. En attendant, on accepte les idées toutes faites, concoctées depuis l'école par les appareils idéologiques d'Etat, et leurs relais, les quotidiens dits « indépendants »... Ou mieux, on en rajoute, soit pour compenser la critique de l'islamisme, soit parce qu'à la longue on n'a pu échapper au charme du bourreau (*syndrome de Stockholm*)...

De l'immense effort psychologique qu'un intellectuel issu du monde arabo-musulman doit produire pour vaincre son effarante ignorance relative à Israël et à cette région du monde, équivalent à déplacer une montagne, ma propre vie en témoigne. Et ce, malgré une marginalité facilitante : exilé depuis 1993, contestataire auparavant, formation hors nationalisme de par le communisme paternel, et même sans préjugé anti-juif de par la judaïté maternelle. Ouvrir un livre objectif sur l'histoire de cette région était déjà sacrilège. Entamer la lecture, un acte d'insubordination. L'achever, un casus belli avec sa communauté nationale. Que dire alors, de l'ensemble de faits et de données incontestables qui pulvérisaient les idées, ou plutôt les mythes reçus ?

« Palestine », invention des conquérants romains pour masquer, cacher, effacer celui de Judée après la révolte de Bar Kokhba vaincu par 12 légions de l'empereur Hadrien... Les diasporas juives, et notamment celles d'Afrique du Nord gardant, malgré le temps et les distances, des liens spirituels avec ceux de la « Mère-Patrie », de Judée-Palestine ou de Babylone... Le Royaume de Judée disparu, la Palestine devenant une simple région engloutie dans une succession d'empires, sans la moindre velléité nationale... Après la 1^{re} guerre mondiale, la défaite de l'Allemagne et de la dislocation de son allié, l'Empire ottoman, d'innombrables nationalismes surgissant et s'organisant, turc, arabe, égypt-

tien, hachémite, saoudien... mais jamais *palestinien*, les notables de cette région trouvant plutôt normal de s'identifier par exemple au Grand Cham, à la grande Syrie dirigée de 1919 à 1921 par l'Emir Fayçal... Le nationalisme palestinien ne commençant à *poindre* qu'à partir du xx^e siècle... dans l'opposition au sionisme... Et à s'affirmer qu'après la guerre de 67...

Combien d'intellectuels dans le monde arabo-musulman connaissent ces *têtu faits* ? Et pour ceux dont c'est le cas, combien sont en mesure de le dire à voix haute, ou de l'écrire ?

Pour la 1^{re} fois de leur existence, les Arabes de Palestine auraient pu avoir *leur Etat* sans l'avoir eux-mêmes revendiqué, en 1947, lorsque l'ONU soustrait à la puissance anglaise un territoire ayant auparavant appartenu à l'empire ottoman, pour créer 2 Etats... Contrairement aux Juifs qui saisissent cette opportunité historique, eux la dédaignent, remettant ainsi leur sort entre les mains des Etats arabes environnants, lesquels après avoir été défaits, ne leur donneront jamais la citoyenneté, les laissant croupir dans des ghettos, des « *camps* »... Qui sait cela ? Qui oserait s'en rappeler ? Quel quotidien « indépendant », algérien ou arabe, ouvrirait ses colonnes à de tels rappels ?

Lorsqu'après la guerre déclenchée par les 5 pays arabes environnants pour contester la décision de l'ONU, et qui dura 2 ans, de 1947 à 1949, l'Egypte s'empare de Gaza et la Jordanie de la « Cisjordanie », et ce durant près de 20 ans, de 1949 à 1967, pourquoi un Etat palestinien ne s'y constitua-t-il pas, pourquoi personne ne défila dans les rues d'Europe pour le réclamer ? N'est-ce pas parce que les principaux concernés eux-mêmes ne forment un embryon d'OLP qu'en 1964, signe que la conscience nationale palestinienne n'est encore *qu'en formation* ?

Inutile de la rallonger, la liste des questions serait aussi grande que l'ignorance subie ou désirée. A la place de ces questions, tout citoyen d'un pays arabo-musulman connaît des « *vérités* », qui le plus souvent ne sont que des parties de vérité destinées à en masquer bien d'autres.

Je connaissais, par exemple, le nom de *Deir Yassine*, symbole même de la « Naqba », et savais qu'un *massacre* y avait été commis contre des civils désarmés. Or je découvrais dans les livres d'histoire, qu'une vraie *bataille* s'y déroula, que de nombreux soldats juifs y périrent, après quoi, certes, furent commises des exactions contre les vaincus (13 prisonniers exécutés). Mais j'ignorais que Ben Gourion les avait condamnées, et que son parti avait mené une lutte très dure contre l'organisation de leurs auteurs (Stern).

Par contre, qui dans le monde arabo-musulman a entendu parler du *Mont Scopus*, là où en plein Jérusalem, quelques jours après *Deir Yassine*, eut lieu un *massacre*, celui-là *véritable*, où périrent plus de 70 intellectuels juifs, mitraillés à bout portant dans des cars se rendant à l'Université.

Hebron évoquait pour moi, cet extrémiste juif qui, en 1994, tua 29 musulmans en train de prier. Mais j'ignorais qu'en 1929 dans cette même ville, la communauté juive de 700 personnes, qui pourtant avait refusé l'offre de la Haganah de prendre en charge sa sécurité, perdit *un dixième* des siens dans un pogrom commis par la population arabe.

Je savais que 700 000 Arabes de Palestine quittèrent leurs maisons, *chassés*. Mais, j'ignorais que ce fut suite à une guerre *imposée* au jeune Etat israélien, puis *perdue* par les 5 pays arabes environnants, et que cette fuite fut encouragée par la propagande de ces pays persuadés de l'imminence de leur victoire. Comme j'ignorais qu'une fois Jérusalem-est conquise par la Légion arabe de Jordanie, les Juifs furent chassés de cette partie de la ville où ils avaient toujours vécu, leurs synagogues rasées, les pierres tombales du cimetière du Mont des Oliviers servant à construire des latrines.

CONCLUSION

Alors même que je venais à peine de prendre conscience au bout d'une année de quête filmée, qui deviendra « *Algérie, histoires à ne pas dire* », que les 130 000 Juifs d'Algérie comme les 800 000 Pieds-noirs, avaient été poussés hors de leur pays par la stratégie ethnique du FLN, il me fallut oser ouvrir des *livres d'histoire*, pour découvrir que de l'Iran jusqu'à l'Afrique du Nord, près de 800 000 Juifs furent forcés de quitter des terres qu'ils avaient pourtant habités des siècles, voir des millénaires, avant que n'apparaisse l'Islam...²⁸

Ainsi dans les pays musulmans, *la question juive* avait disparu... avec la disparition des Juifs, encore que, comme on l'a vu, elle pouvait ressurgir, au moindre *blues* de nostalgie juive. Devenue désormais *la question d'Israël*, elle reste pareillement sans réponse, la seule *solution* envisagée jusqu'à ces dernières années, ayant été de supprimer la question en faisant disparaître son objet même...

Quand, le monde musulman fort de 57 états et de près d'un milliard et demi d'habitants, s'étendant sur près d'un tiers du globe, et par son pétrole un des plus riches, admettra-t-il qu'Israël, d'une superficie de 20 770 km², d'une largeur de 15 km à certains endroits, sans richesses minérales, et d'une population de 7 400 000 habitants, parmi lesquels 1 400 000 habitants arabes, principalement musulmans, ne peut-être *un danger qu'imaginaire* ?

Quand en Algérie, comme dans le reste du monde musulman, où les Etats sont tous fondés sur la religion avec une application plus ou moins stricte de la chariaa, et où l'on n'a pas su ni voulu garder ses Juifs autrement que comme d'éternels *dhimmis*, quand acceptera-t-on que des gens réunis par les affinités *d'une autre histoire et d'une révélation qui précède celle de l'islam de quelques millénaires*, ait le désir de se vivre de façon autonome, sans aucune protection tuté-

laire ? Quand *la question d'Israël* cessera-t-elle d'y être vécue comme l'affront infligé à une religion, certes depuis trop longtemps habituée à un statut hégémonique qui s'exerce avec une rigueur sanglante ? Quand admettra-t-on que les Juifs, dispersés, humiliés depuis des millénaires, ayant failli être anéantis à plusieurs reprises, aient eu, *pour survivre en tant que tels*, quelque légitimité humaine à se rassembler, et à choisir pour le faire, un lieu qui n'a rien d'arbitraire, puisqu'il fut *quand même* celui de leurs ancêtres, celui du 1^{er} monothéisme, celui du 1^{er} Royaume d'Israël, puis jusqu'à la conquête romaine de divers Etats juifs, lesquels ne disparurent jamais de la mémoire juive ? Et donc que même en termes d'antériorité – qui ne sont pas les miens, car le plus souvent critère du bellicisme – le « corps étranger », voire « la tumeur » pourrait ne pas être celui ou celle que l'on croit ?

Quand donc, à l'instar d'autres nationalismes et mouvements de libération, reconnaitra-t-on enfin au sionisme le mérite historique d'avoir contribué à émanciper, et même plus dans son cas, à sauvegarder ce que l'on peut considérer, que l'on soit juif ou pas, comme une part importante du patrimoine de l'humanité ? Quand donc *la question juive* devenue *la question d'Israël* y sera-t-elle enfin posée de façon humaine, rationnellement et non plus par le biais des passions haineuses, c'est à dire comme une *question d'histoire* et non plus comme une question sacrée ?

Sans doute, pas avant que dans ces pays, n'advienne le temps des démocraties et de la liberté individuelle de conscience, de pensée, de recherche, et donc le droit d'interroger, voire de remettre en cause aussi l'Islam, comme révélation à l'instar des autres révélations, et plus encore le droit de critiquer sa prétention à continuer d'imposer une expression juridique d'un monde révolu depuis 15 siècles, la chariaa... Pas tant que se convertir à une autre religion sera passible de mort... Pas tant que l'intimité des gens, leurs choix alimentaires, vestimentaires et amoureux seront affaire d'Etat... Pas tant qu'après avoir été la principale puissance esclavagiste, l'on continue à traiter les femmes comme les Noirs, ou pis... Pas tant que l'on dira « *hachek* » (parole destinée à se purifier) après avoir évoqué un Juif... ou sa propre femme... Pas tant que les adultères et les homosexuels seront pendus sur les places publiques au filon des grues... Pas tant que les « *Protocoles des sages de Sion* », octroyant aux Juifs le pouvoir de faire et défaire les régimes du monde entier, sera un des best-sellers les plus traduits dans le monde arabo-musulman, sans que personne n'élève sa voix pour dire que cette paranoïa est fondée sur un faux de la police tsariste écrit pour justifier les pogroms en Russie et en Pologne à la fin du XIX^e siècle... Pas tant que les intellectuels craindront pour leur sécurité et celle de leurs familles... Pas tant que l'Ecole sera considérée comme un lieu pour endoctriner et non pour apprendre

à penser par soi-même... Pas tant qu'un parti pourra tranquillement écrire dans sa Charte : « *Le jour du Jugement ne viendra pas tant que les Musulmans ne combattent les Juifs et les tuent. Et tant que le Juif se cache derrière des pierres et des arbres. Les pierres et les arbres diront : "Oh ! Musulmans, Oh ! Abdulla, il y a un Juif derrière moi. Viens et tue-le."* Seul, l'arbre Gharkad ne le dira pas parce que c'est l'un des arbres de Juifs » (Hamas palestinien)... Pas tant que l'on ne reconnaitra pas que malgré toutes ses imperfections, ses lacunes, et un état de guerre permanent qui aurait pu justifier n'importe quel type de dictature, Israël est bien la seule goutte de démocratie au milieu d'un océan de totalitarisme islamiste et islamique, comme nous le rappelle encore aujourd'hui le soulèvement durement réprimé du peuple iranien... Pas tant que les démocrates et les intellectuels du monde arabo-musulman, *et d'abord palestiniens*, ne voudront admettre que dans leur lutte pour la liberté, les Juifs du monde entier et Israël sont leur allié naturel et même *leur meilleur allié*, car eux qui ont en toujours su le prix, ont eu à le payer très cher, non pas depuis quelques décennies, mais depuis des millénaires...

C'est assez dire que s'il est souhaitable, et le plus tôt sera le mieux, qu'existe un Etat palestinien, *avant ce temps-là*, sa création ne supprimera ni *la question juive*, ni *celle d'Israël*...

Paris 15 juillet 2009

notes

1. FLN : Front de Libération Nationale : créé en 1954 pour déclencher la guerre d'indépendance, il oblige les partis légaux algériens à disparaître. Après l'indépendance, il devient « parti unique ». Depuis le « pluralisme » de 1989, il a presque toujours été le parti au pouvoir, et actuellement il est de facto le parti du Président.
2. ALN : Armée de Libération Nationale qui devient après l'indépendance ANP.
3. *Les Juifs d'Algérie, 2000 ans d'existence* de Aïssa Chenouf (Ed. Maarifa – Algérie 2005).
4. *De Jérusalem à Tombouctou*, Jacob Oliel. (Ed Olbia 1998)
5. « *L'Ahellil du Gourara* », Mouloud Mameri (Ed MSH Paris 1985). On peut aussi lire : « *Les Juifs d'Oufrane (Anti Atlas occidental) prétendent s'être installés dans le pays lors de la déportation des dix tribus et y avoir bientôt fondé un royaume dont le premier roi fut Abraham l'Ephrati (ou l'Ephraïmite) de la tribu d'Ephaïm et sa capitale Ifrane, devenue Oufrane, dont le nom d'origine venait d'Ephraïm et où l'on trouvait au début du siècle des stèles portant des traces fort anciennes.* ». Cité par Jacob Oliel dans ouvrage cité précédemment.

- 6 et 7. *Les Juifs d'Algérie, 2000 ans d'existence*, Aïssa Chenouf
8. *Les Français d'Algérie*, Pierre Nora, cité par R. Ayoun et Bernard Cohen dans *Les Juifs d'Algérie, 2000 ans d'histoire*, édité en Algérie en 1994, par les Ed. Rahma.
9. *GPRA : Gouvernement Provisoire de la République Algérienne*.
10. *Juifs d'Algérie, les trois exils*, B. Stora
11. Hormis les sources personnelles, ces infos proviennent des ouvrages de H. Chemouilli (*Evidences*), de R. Ayoun et de Bernard Cohen, de B. Stora *Juifs d'Algérie, les trois exils*, déjà cités.
12. « Une enfance à Constantine », B. Stora – 27 février 2007. Site : <http://etudescoloniales.canalblog.com>
13. « Sans valise ni cercueil, les Pieds Noirs restés en Algérie ». Pierre Daum. *Monde diplomatique*. Mai 2008.
14. Vidéo du débat mise en ligne sur internet : http://www.manifeste.org/article.php3?id_article=415. Débat organisé par l'association Coup de Soleil, avec les historiens Manceron, Harbi, Stora, et les auteurs de l'article précité et de JP Lledo réalisateur du film « *Algérie, histoires à ne pas dire* ».
15. *Les Juifs d'Algérie, 2000 ans d'histoire* de R. Ayoun et de Bernard Cohen.
16. *Les Juifs d'Algérie, 2000 ans d'existence* de Aïssa Chenouf
17. *De Jérusalem à Tombouctou*, Jacob Oliel. (Ed Olbia 1998)
18. *Le passé d'une discorde : Juifs et Arabes du VII^e siècle à nos jours* Michel Abitbol, Perrin, 2003.
- 19 et 20. *Les Juifs d'Algérie, 2000 ans d'existence*, Aïssa Chenouf
21. *De Jérusalem à Tombouctou* Jacob Oliel. (Ed Olbia 1998)
22. Lire à ce sujet, le point de vue de Shmuel Trigano in, sous sa direction, *L'identité des Juifs d'Algérie*, (Ed. du Nadir, 2004)
- 23 et 24. *Les Juifs d'Algérie, 2000 ans d'histoire* de R. Ayoun et de Bernard Cohen.
25. P. Freha in *El Watan*, édition du 25 juin 2009, pour la promotion du roman *La Conquête de l'Oued*.
26. B. Stora in *Juifs d'Algérie, les trois exils*
27. P. Freha in *El Watan*, édition du 25 juin 2009
28. *La Fin du Judaïsme en terres d'islam*, sous la direction de de S. Trigano (Ed. Denoël)